

« Ils profitent des sentiments des personnes pour justifier un faux protectionnisme »

Les discours fascistes/nationalistes profitent des crises dans les campagnes européennes pour promouvoir des politiques néolibérales.

Dans une interview avec Real World Radio, Andoni Garcia, paysan du Pays Basque et membre du Comité de Coordination de La Via Campesina Europe (ECVC) nous met en garde contre l'utilisation des « sentiments nationalistes » dans les discours politiques de droite, qui sont selon lui une caractéristique de l'avancée des secteurs conservateurs et fascistes sur ce continent.

Contrairement aux autres pays européens, « en Espagne, ils ne cachent pas qu'ils sont néolibéraux ou qu'ils ne soutiennent pas les politiques publiques, en revanche ils profitent du sentiment d'abandon et d'impuissance dans les campagnes ainsi que de l'absence de réponses face à la crise pour coopter les producteurs et générer des discours xénophobes contre les migrants qui viennent travailler en Europe", déclare M. Garcia.

« Le mouvement fasciste et d'autres mouvements politiques de droite en Europe ont évolué à tel point qu'ils prétendent prendre les sentiments des personnes en compte, justifiant ainsi un faux protectionnisme : ils veulent donner l'impression que depuis leurs positions ils veulent protéger les plus faibles, alors que c'est un mensonge absolu. Ils parlent de "protection des frontières", alors qu'en réalité ils cherchent à se servir du sentiment d'impuissance et d'abandon que les gens ressentent à l'égard des politiques de l'UE. Pourtant il s'agit - en soi - de mouvements visant à éliminer les politiques publiques. Cela n'a rien à voir avec la vision de la Souveraineté alimentaire que nous avons à La Via Campesina et avec les organisations qui la composent. »

Andoni Garcia nous met en garde contre les messages xénophobes, « les messages faux et falsifiés », que diffusent les mouvements et partis fascistes :

« Parfois la seule alternative aux difficiles réalités que vivent des millions de personnes est la migration. Beaucoup sont des paysans poussés à migrer à cause de l'agriculture industrielle et des puissances économiques de leur pays. Souvent, ce sont des multinationales européennes qui s'installent dans leur pays et les convertissent en travailleurs déplacés puis exploités », affirme Andoni Garcia.

ECVC attire également l'attention sur la criminalisation dont souffrent les producteurs (en particulier les éleveurs de bétail) de la part de certains mouvements animalistes. ECVC a par ailleurs annoncé que les conflits entre les milieux urbain et rural seront abordés lors de la prochaine assemblée de LVC Europe en avril de cette année.

Pour résister à cette progression du fascisme, Andoni Garcia clame que la Déclaration des droits des paysans de l'ONU (UNDROP) doit être davantage diffusée. Selon lui la gauche doit réfléchir à une manière plus adéquate d'aborder les problèmes des paysans car à l'heure actuelle elle n'apporte pas de solutions suffisantes :

« Je dis cela parce que pour se former, tous ces mouvements [de droite] utilisent le sentiment d'abandon que provoquent les politiques menées par les institutions de l'UE ; en théorie, ils cherchent à répondre aux revendications des personnes, à ce qu'ils réclament dans les rues et dans les mobilisations, mais en réalité il faut comprendre qu'il s'agit de mouvements fascistes, qui portent atteinte aux droits des personnes car ils suppriment toutes les politiques publiques. »

Dans le cas de l'État espagnol, « l'extrême droite dit ouvertement qu'elle va éliminer les politiques publiques, et se sert même de situations telles que la demande [d'indépendance] de la Catalogne

pour profiter de ces sentiments et de son droit de décision... En outre, elle tente désormais de se servir des mobilisations des agriculteurs et du sentiment d'abandon et d'impuissance qu'ils éprouvent. Mais au fond, elles représentent un faux protectionnisme et la fin des politiques publiques. Tout cela va à l'encontre de ce qu'est la souveraineté alimentaire, qui défend, entre autres, les droits des peuples contre les mouvements fascistes et contre l'imposition de politiques néolibérales et de marchés dominés par les grandes multinationales et les transnationales. »

En quoi la construction de la Souveraineté alimentaire est-elle une forme de résistance à la progression des conservateurs ?

La souveraineté alimentaire pourrait freiner la progression du fascisme car elle porte sur les droits, les politiques publiques destinées à protéger l'agriculture locale, les cultures paysannes, tous ces modes de vie, sans qu'ils n'entrent en collision les uns avec les autres, le tout en respectant les droits individuels et celle